



CAPSSA

**RAPPORT ANNUEL RELATIF
A LA DESHERENCE DES CONTRATS
PREVOYANCE
2021**



**Caisse de Prévoyance
des agents de la Sécurité Sociale et assimilés
2 ter, boulevard Saint-Martin
75010 PARIS**

Version du Conseil d'Administration du 28 juin 2022

Contexte :

Conformément à l'instruction n°2017-I-15 de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, les organismes d'assurance établissent annuellement le rapport défini selon l'article L 132-9-3-1 du Code des assurances précisant le nombre et l'encours des contrats d'assurance vie et de capitalisation dont les capitaux et les rentes dus n'ont pas été versés aux bénéficiaires.

Le rapport établit de façon transparente et sincère les moyens mis en œuvre pour aboutir à la résolution des dossiers en déshérence.

Compte tenu de l'activité des Institutions de Prévoyance, la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution s'entend dans un sens plus large que les contrats d'assurance vie et concerne, pour l'Institution, la garantie décès du contrat collectif prévoyance à adhésion obligatoire (instituée par le protocole d'accord du 7 janvier 1998, modifié par les avenants des 18 et 26 novembre 2004, 8 avril 2010 et 7 mars 2011).

L'arrêté du 24 juin 2016 portant application des articles L 132-9-3-1 et L 132-9-4 du Code des assurances précise que le bilan d'application des articles mentionnés est publié sur le site internet de l'entreprise.

Le rapport se doit de préciser les démarches réalisées et les moyens mis en œuvre au cours de la période de référence pour la mise en application de la loi.

1) Situation vis-à-vis de l'application de la loi L 132-9-3-1, dispositif dit AGIRA 1

L'Institution traite en continu toute demande émanant d'un potentiel bénéficiaire ayant sollicité l'Institution par le biais du dispositif AGIRA 1.

Au titre de 2021, **94 092 signalements** auront été reçus et traités.

Seulement trois demandes reçues étaient opportunes et sont en cours d'instruction.

Le processus d'instruction des bénéficiaires de prestations Décès est de ce fait satisfaisant en ce qui concerne la complétude de l'instruction des prestations, sans évolution spécifique depuis 2016.

2) Situation vis-à-vis de l'application de la loi L 132-9-3, dispositif dit AGIRA 2

L'Institution répond à la loi L 132-9-3 grâce à la mise en place de son processus d'interrogation des membres participants au Registre National d'Identification des Personnes Physiques (RNIPP). L'automatisation des opérations permet d'interroger en masse le RNIPP pour sa base de participants connus afin de détecter d'éventuelles personnes décédées pour lesquelles une demande de prestations et/ou de capitaux n'aurait pas été reçue.

Cette procédure est destinée à :

- Retrouver des personnes décédées non signalées et à rechercher leurs bénéficiaires ;
- Instruire des droits dans le cadre du dispositif « Portabilité » tel que défini dans le cadre de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) du 11 janvier 2008 et la loi du 14 juin 2013.

L'interrogation du RNIPP a conduit l'Institution à analyser, pour une base constituée de 309 592 participants actuels et passés au contrat prévoyance, la situation des personnes signalées comme décédés :

- 223 signalements opportuns ont permis d'instruire 4 dossiers de participants décédés pour lesquels une investigation est en cours par nos services pour une éventuelle ouverture d'un droit.

Les données du dispositif AGIRA 2 pour 2021 n'ont conduit à aucun paiement de dossiers de bénéficiaires.

AGIRA 2 complète donc efficacement le dispositif AGIRA 1 par la prise en compte de tous les décès potentiellement recensés sur une base de participants élargie. Le constat d'une très bonne performance du processus d'instruction peut être fait. Les décès sont particulièrement bien connus.

La généralisation de la DSN permet d'accroître la connaissance des personnes décédées ainsi que de constituer une base de participants solide. De même, la qualification des personnes pensionnées dans le cadre du projet du prélèvement à la source a permis l'enregistrement des données d'identification complémentaires garantissant une qualité accrue des retours du RNIPP.

ANNÉE	MONTANT ANNUEL et nombre de contrats dont l'assuré a été identifié comme décédé (article L. 132-9-2)	NOMBRE DE CONTRATS réglés et montant annuel dont l'assuré a été identifié comme décédé (article L. 132-9-2)	NOMBRE DE DÉCÈS CONFIRMÉS d'assurés/ nombre de contrats concernés/ montant des capitaux à régler (capitaux décès et capitaux constitutifs de rente) à la suite des consultations au titre de l'article L. 132-9-3	MONTANT DE CAPITAUX intégralement réglés dans l'année aux bénéficiaires/ nombre de contrats intégralement réglés aux bénéficiaires à la suite des consultations au titre de l'article L. 132-9-3
2017	0 euros et 0 Bénéficiaire	0 Bénéficiaire pour 0 euros	Nombre de décès : 2 Nombre de bénéficiaires : 2 pour 77 972 euros	Nombre de décès : 2 pour 77 972 euros
2018	249 616 euros et 4 Bénéficiaires	4 Bénéficiaires pour 249 616 euros	Nombre de décès : 10 Nombre de bénéficiaire : 1 pour 330 000 euros	Nombre de décès : 10 pour 330 000 euros
2019	113 884 euros et 2 Bénéficiaires	2 Bénéficiaires pour 113 884 €	Nombre de décès : 18 Nombre de contrat : 1 Pour 29 970 euros	Nombre de décès : 18 Nombre de contrat : 1 Pour 29 970 euros
2020	162 270 euros et 1 Bénéficiaire	1 Bénéficiaire pour 162 270 €	Nombre de décès : 2 Nombre de contrat : 1 Pour 138 777 euros	Nombre de décès : 2 Nombre de contrat : 1 Pour 138 777 euros
2021	363 786 euros et 3 Bénéficiaire	3 Bénéficiaire pour 363 786 €	Nombre de décès : 4 Nombre de contrat : 1 Pour 485 048 euros	Nombre de décès : 4 Nombre de contrat : 1 Pour 485 048 euros

3) Stock des dossiers en déshérence pour l'année 2021

L'institution présente un total de 7 bénéficiaires toujours en cours de recherche au-delà de 6 mois, pour l'année 2021, sur un total de 656 dossiers bénéficiaires servis en 2021.

CAPSSA - BILAN D'APPLICATION LOI ECKERT

Article A132-9-4

Année	NOMBRE DE CONTRATS ayant donné lieu à instruction/ recherche par l'entreprise d'assurance	NOMBRE D'ASSURÉS centenaires non décédés, y compris ceux pour lesquels il existe une présomption de décès	MONTANT ANNUEL (toutes provisions techniques confondues) des contrats des assurés centenaires non décédés	NOMBRE de contrats classés sans suite par l'entreprise d'assurance	MONTANT ANNUEL des contrats classés sans suite par l'entreprise d'assurance
2021	7 Bénéficiaires	0	0	0	0

4) Situation globale des dossiers en déshérence

Depuis sa création en 1994, l'Institution a enregistré des dossiers non résolus, considérés en déshérence. Le stock de dossiers concernait 876 bénéficiaires pour lesquels les recherches n'avaient pas encore pu aboutir en 2016. A fin 2020, ce stock était de 342 bénéficiaires suite aux recherches entreprises, soit une baisse de 61%.

A fin 2021, ce stock est de 226 dossiers bénéficiaires suite aux recherches entreprises, soit une baisse de 34% par rapport à 2020.

	SITUATION au 31 décembre 2021 Montant global exprimé en millions d'euros (M €)	SITUATION au 31 décembre 2021 exprimé en nombre de contrats concernés	MONTANT GLOBAL réglé aux bénéficiaires ou transférés à la CDC au 31 décembre 2021 sur le stock identifié au 31 décembre 2020 en millions d'euros et en pourcentage	NOMBRE TOTAL de contrats réglés aux bénéficiaires ou transférés à la CDC au 31 décembre 2021 sur le stock de contrats identifié au 31 décembre 2020 en nombre de contrats et en pourcentage		
Capitaux décès non réglés depuis plus d'un an à compter de la connaissance du décès	7,4 M €	226 dossiers bénéficiaires	1.9 M €	16%	125 dossiers bénéficiaires	40%

L'ouverture en 2021 des bases de la Direction Générale des Finances Publiques DGFIP via la plateforme AGIRA prévue par la loi Eckert de 2014 permet désormais, d'avoir des opportunités supplémentaires en matière de recherche des bénéficiaires.